

ADMINISTRATION
3, Rue du Marché-des-Patriarches
PARIS (5°)

Paraissant mensuellement

le Paria

Tribune du Proletariat Colonial

Abonnement, Un an : 3 francs

Chèque postal : 92-22-Paris

Une agence de l'Indigénat à Paris

Encore un crime de l'impérialisme français. L'arbitraire qui sévit dans les colonies poursuit les indigènes jusque dans la Métropole.

L'ouvrier colonial qui, poussé par la faim et fuyant la trique du colonialisme, vient offrir sa force de travail sur le marché métropolitain se voit déjà en butte aux mêmes procédés de violence, aux mêmes iniquités qui en font un matériel humain facile à exploiter.

Malgré la haine de race, perfidement semée par le capitalisme, les travailleurs nord-africains qui côtoient dans l'usine des ouvriers français, se solidarisent avec leurs frères de misère pour la lutte de classe.

Dans deux meetings importants, des milliers d'entre eux ont acclamé des orateurs communistes qui les ont exhortés à se grouper dans les organisations révolutionnaires, les seules qui, sans considération de race ni de couleur, s'opposent à l'exploitation patronale.

Cette masse de travailleurs coloniaux a montré que, sa léthargie n'était qu'apparente. Ces milliers de parias courbés sous le faix de l'oppression couvent, sous cette indifférence qu'on leur prête, la haine la plus farouche contre leurs exploitateurs.

Cette haine s'est manifestée rue Blanche, boulevard Auguste-Blanqui. L'impérialisme français en a été épouvanté. Alors, le colonialisme immonde soudoie sa presse prostituée qui, sur un ordre précis est partie en guerre contre les malheureux parias qui osent défendre leurs droits. Comme une salve d'artillerie, tous les torchons de la finance et de l'industrie crachent sur eux mille insultes, vocifèrent des appels de haine et alarment les prolétaires français contre le danger qui menace... Say, Citroën, Renault et Cie, Haro sur le bicot qui se réveille à la lutte de classe !

Depuis le clown du Journal, Clément Vautel, jusqu'à cet imbécile de Gervaise du Paris-Soir qui parle « de péril multicolore », tous les salauds de la plume bourgeoise bavent contre le prolétariat algérien pour dresser l'opinion publique contre lui.

Et, aussitôt, les esclavagistes de profession ont dressé leur appareil de répression. Comme les lois arbitraires sont alors vite appliquées ! Plus de lenteur dans le rouage administratif ; il ne s'agit plus de la suppression de l'Indigénat ou de la loi d'amnistie.

Tous les négriers du gouvernement se dé-

mènent avec une célérité qui leur était inconnue. C'est Godin, conseiller municipal de Paris, et ses complices Besombes et Massard qui déposent une monstrueuse proposition pour l'installation, à la préfecture de la Seine, d'un bureau de répression contre les ouvriers nord-africains.

C'est le sinistre Mirante, directeur des affaires indigènes au gouvernement général d'Algérie, et ses horribles chaouchs qui viennent monter la nouvelle annexe de l'ignoble « Indigénat » au sein même de la ville lumière.

Et, pour justifier leur dessein criminel, ils disent cyniquement que ce nouveau bureau de commune mixte, avec ses gardes-chiourmes, sera un bureau chargé de la « protection » morale et matérielle des indigènes nord-africains résident ou de passage à Paris.

Nous savons ce que cette « protection » signifie. Elle s'étend déjà sur 60 millions de coloniaux et elle devient pour eux si écrasante que partout le mécontentement gronde. Devant le réveil de la plèbe coloniale, le capitalisme épouvanté ordonne à ses larbins du Bloc des Gauches, de suivre la politique esclavagiste de leurs prédécesseurs de droite.

Parmi ces radicaux, ces socialistes, ces Moutet qui se servent de la question indigène comme d'un tremplin pour monter au pouvoir, aucun n'a élevé la voix pour s'indigner contre les procédés infâmes dont on châtie ces ouvriers qui n'ont pas la même couleur que leurs nationaux.

La presse de gauche a été plus perfide dans sa campagne que l'Action Française. Les masses indigènes ne s'illusionnent plus sur les partis libéraux. L'antagonisme de classes, dans la situation économique actuelle, est si manifeste, qu'on ne peut leur refuser les masses par la phraséologie.

L'action seule peut convaincre et c'est pour cela que les peuples opprimés se dirigent vers les organisations syndicales révolutionnaires et vers le seul parti qui les défend contre l'exploitation et la démagogie. Les peuples coloniaux le comprennent bien.

Le Parti Communiste, partout, sur le terrain économique comme dans le domaine politique, combat inlassablement les crimes perpétrés contre eux et malgré la répression, il luttera énergiquement pour l'émancipation de ces opprimés et les organisera pour dresser contre l'ennemi commun : le Capital.

EL DJAZAIRI.

LE BLOC DES GAUCHES ET LE MAROC

Les dirigeants espagnols tentent depuis des années d'établir définitivement leur domination sur la partie nord du Maroc que leur ont attribuée les traités de 1912. Ils n'ont recueilli jusqu'à présent que des échecs répétés et sanglants dans cette tentative. Ils ont dépensé en cette expédition coloniale tant d'hommes et tant de centaines de millions qu'ils sont positivement au bout de leur rouleau. En ces derniers temps, ils ont été encore plus sévèrement traités par les Rifains ; et le Matin déclare que le gouvernement de Madrid, découragé, se décide à abandonner l'espoir de conquérir la zone de protectorat qu'on lui avait réservée à Alghéras.

Le général Primo de Rivera liquide donc l'affaire devenue trop onéreuse. Il trouve décidément les Rifains trop forts. Les troupes espagnoles sont en retraite. On ne gardera que les enclaves de la côte qui sont aux mains des Espagnols depuis 400 ans. Le vieux sol barbare que nous nous refusons à laisser dominer par les fils des Conquistadores.

Bonne affaire ! dit le Matin. Le Rif n'est à personne, donc il est à nous, et si les Espagnols l'abandonnent, c'est à nous de nous en installer !



Nous voulons signaler dès le début cette manifestation nouvelle de notre impérialisme tout-puissant.

L'article du grand journal capitaliste pose le problème devant l'opinion avec une hypocrisie habile. Il ne s'agit pas de conquête, actuellement, il s'agit de pacification. Il nous faut le Rif, car il est plein de Marocains pillards qui descendent périodiquement de leurs inaccessibles montagnes pour razzier les paisibles villages qui sont acquis à notre influence. Il y a trois semaines encore, 2.000 d'entre eux ne sont-ils pas descendus par la vallée de l'Ed Lebou pour se livrer à leurs abominables déprédations ?

C'est toujours de cette manière que les choses commencent, en effet, dans les opérations d'ordre colonial ! Il ne s'agit que de défendre nos nationaux en les pays « protégés » par nous contre les attaques des pillards ou des brigands qui les empêchent de vivre en paix.

La France capitaliste s'efforce depuis douze ans de s'annexer le Maroc. Le Maroc a été une des causes de la guerre mondiale. Le Maroc nous a coûté déjà des milliards et des milliers de vies humaines. Il faudra encore des années et des décades, des milliards et des guerres sans fin pour conquérir en entier la part qui nous avait été laissée à la France. Voici maintenant que, par-dessus le marché, on nous invite à y ajouter le Rif auquel doivent renoncer les Espagnols essouffés.

Nous demandons au gouvernement du Bloc des gauches si c'est là la « perspective d'avenir », la « perspective nouvelle », la « blanche colonne » porteuse de la paix du monde et du rameau d'olivier.

MARCEL CACHIN.

Le Rif et le capitalisme européen

La région marocaine du Rif fut attribuée à l'Espagne lors d'un grand repas de l'impérialisme européen qui se termina par l'indigestion du capitalisme de 1914.

Jusqu'à ces temps derniers, l'Espagne était l'agent de l'impérialisme anglais, car le Rif est l'enjeu d'une bataille qui se livre entre les métallurgies d'Europe.

Au voisinage de ses côtes méditerranéennes, le Rif, en effet, est abondamment pourvu d'un fer riche et pouvant servir de fret de retour aux navires anglais.

Seulement la métallurgie française ne veut pas voir ce fer aller aux Anglais dont elle veut annihiler la concurrence.

Jusqu'à ces derniers temps, l'Angleterre soutenait l'Espagne qui lui avait déjà vendu ses fers de Bilbao et devait lui céder les sources du Rif. Hélas ! malgré l'urgence des besoins de l'industrie anglaise, l'Espagne n'a jamais pu venir à bout d'Abdel-Krim. Voilà pourquoi l'Angleterre finit par s'adresser directement à l'Espagne pour la France, qui avait soutenu clandestinement les Rifains afin de perpétuer la lutte, s'allie maintenant aux Espagnols pour écraser le Rif, espérant se l'approprier un jour et paralyser ses richesses comme elle paralyse les fers algériens et tunisiens qui ne peuvent aller qu'à la métallurgie anglaise, sa concurrente.

Ils peuvent miser sur le Rif, nous leur disons : « Messieurs, qui compte sans son hôte compte deux fois. » Ce qu'il y a de certain, c'est que les Rifains ne veulent aucune ingérence étrangère et qu'ils ne cessent de lutter qu'après avoir définitivement triomphé.

G. SAINT-JACQUES.

La Faillite du Zaghloulisme

Le récent attentat dirigé contre Saad Zaghloul Pacha par un jeune étudiant égyptien appartenant au groupe nationaliste (El Hezb-el-Watani) jette sur le Zaghloulisme tout entier une lumière nouvelle.

Le Zaghloulisme était destiné au lendemain de l'armistice à arracher à l'impérialisme britannique quelques concessions d'ordre administratif avec un semblant d'indépendance. Ce fut la seule raison de ce mouvement, qui était loin d'avoir un caractère insurrectionnel, comme on l'a prétendu. L'intransigence aveugle de Lloyd George fut, seule, responsable des multiples déviations sanglantes de ce mouvement.

Le seul fait d'avoir exclu le groupe nationaliste à tendances franchement irréductibles (groupe de Ferid Bey et Cheikh Chaouch) démontre nettement l'opportunisme du Zaghloulisme.

Après l'arrestation du fameux leader et quelques-uns de ses fameux lieutenants, tel : Fathallah, Barakah, Mohammed Said et Morcos Hanna, personnages fortement compromis avec les anciens proconsuls anglais dans la vallée du Nil : les Cromer, les Eldon Gorst, les Kitchener, après leur internement successifs à Malte, aux Seychelles et à Gibraltar, le mouvement s'accroît dans une voie révolutionnaire.

Mais, dès la libération des exilés, et leur retour en Egypte, l'action se ralentit, pour s'immobiliser bientôt dans une expectative hésitante et confuse. Deux mois après sa rentrée en Egypte, Zaghloul Pacha était hissé au pouvoir avec son parti.

Dès lors, ses actes ne seront plus qu'un lamentable chassé-croisé de contradictions.

Son attitude vis-à-vis de ses différents adversaires présente un excès choquant d'illégalité et d'autoritarisme. Alors qu'il ménage prudemment l'aristocratie du pays et une partie de la haute bourgeoisie, qui s'étaient dressées contre lui tant que durait son action anti-gou-

vernementale, il agit vindictivement contre les partis extrêmes : communiste et nationaliste extrême, qui, eux, réclamaient l'évacuation complète et inconditionnelle du pays par les troupes britanniques.

Le parti communiste égyptien fut brutalement dissous, son secrétaire Husney-el-Arabi fut arrêté d'une manière qui ne laissa rien à envier aux procédés des autorités anglaises. Débarassé, provisoirement, de ce parti, qui l'aurait gêné dans sa nouvelle politique de flirt avec les oppresseurs de l'Egypte, Zaghloul Pacha se tourna vers l'autre obstacle, le parti nationaliste extrême, qui refusait de désarmer devant la position anglophile de son gouvernement. Aussi, suppression de journaux opposants, perquisitions domiciliaires, interdictions de réunions, détentions, préventions, etc., aucune mesure de répression ne fut épargnée par le dictateur bourgeois.

Les journaux de l'opposition El-Lewd-el-Masri, El-Omah, El-Kachoul et finalement l'El-Siassa furent suspendus sous des prétextes fallacieux.

Bref, cette politique de basse police, qui prouve le danger des illusions qu'on place en la bourgeoisie, vient d'avoir, sous les yeux de la satanique Albion, leur inévitable épilogue : Zaghloul Pacha tombe, frappé par une balte égyptienne, tirée par un nationaliste déçu et exaspéré.

Nous ne nous étendons pas sur les faits qui, logiquement, engendreront cet attentat. Mais nous tenons à profiter de cet événement pour étaler aux yeux des masses asservies l'absurdité d'attacher trop d'intérêt à certains mouvements bourgeois, soi-disant nationalistes, qui ne sont, au fond, qu'une rivalité d'intérêts privés et qui aboutissent généralement à des compromis fait sur le dos du prolétariat.

A celui-ci de comprendre ses devoirs et de se libérer de ses exploiters de toute origine.

ALY M. BEN HAMAMOU.

VIVE LA FRATERNISATION DES RACES

Mahmoud ben Lekhal libéré

Le fameux « complot » de Mayence, si bien échafaudé par Poincaré, Maginot et Cie, s'est dégonflé pitoyablement.

Les soldats et les jeunes communistes qui avaient été embastillés par le sinistre De-goutte pour avoir préché la fraternisation des peuples et empêché l'assassinat des ouvriers, des femmes et enfants allemands affamés, sont enfin libres.

Nous avons pu voir notre frère colonial Mahmoud ben Lekhal, le jeune Algérien qui avait prouvé par son héroïsme que le prolétariat colonial se réveille à la lutte de classes et se rallie au prolétariat européen pour déjouer les desseins criminels du capitalisme international.

Notre camarade, qui fut odieusement maltraité par les sbires du Comité des Forges, garde encore sur ses traits fins les empreintes de la souffrance.

Les huit mois d'emprisonnement qu'il a passés et les tortures qu'il a endurées en ont fait un révolutionnaire trempé. Le communisme auquel il s'était rallié par idéalisme, se présente à lui, maintenant, comme une nécessité matérielle pour supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme.

Le communisme, nous dit-il, est une organisation sociale qui s'établit infailliblement avec la force d'une loi naturelle. La lutte que nous menons à pour but de hâter l'avènement de la société nouvelle, et d'abréger la période sanglante du régime capitaliste qui coûte tant de victimes à l'humanité.

Nous saluons, en Mahmoud ben Lekhal, le vaillant militant qui a montré à ses frères coloniaux, leur devoir : celui de combattre le régime de l'exploitation, sous la bannière de l'Internationale Communiste.

Aussi, nous disons à nos frères opprimés, que seule l'action organisée peut faire plier les gouvernements capitalistes ; les plaintes les plus justifiées les laissent insensibles. La liberté dont jouit, pour le moment, Mahmoud ben Lekhal n'a été arrachée que par l'action de la classe ouvrière française.

Au prolétariat colonial de comprendre ses devoirs, s'il veut se libérer du joug sous lequel il est écrasé.

A. B.

LE PARIA se fera un devoir d'insérer et de dévoiler tous les abus de l'impérialisme envers les masses opprimées. Nous demandons à tous nos frères coloniaux qui souffrent de l'exploitation et du despotisme capitalistes de nous communiquer leurs revendications (politiques et économiques), et de nous informer sur les scandales et les crimes du colonialisme. Nous clouons implacablement au pilori tous les auteurs des ignominies du régime pourri actuel dont les masses coloniales sont les victimes.

LE PARIA.

Instruction Publique

« La Barbarie » Bolcheviste

Les Soviets ont mis en exécution le programme suivant :

A. — Enseignement gratuit et obligatoire : général et polytechnique, pour les enfants, des deux sexes, jusqu'à 17 ans ; spécial et professionnel à partir de cet âge.

B. — Dispensation à tous les élèves de nourriture, vêtements, chaussures et fournitures classiques aux frais de l'Etat.

C. — Création d'un réseau d'établissements, pré-scolaires, crèches, jardins, foyers, etc., dans le but d'améliorer l'éducation sociale, d'émanciper la femme.

D. — Participation active de la population laborieuse à l'enseignement public, développement des « Conseils d'instruction publique », mise à la disposition de l'Etat de tous les citoyens ayant une instruction primaire, etc...

E. — Distribution dans l'enseignement supérieur de bourses et divers faveurs aux étudiants pauvres et surtout aux ouvriers et aux paysans pour qu'ils aient des moyens matériels de fréquenter des écoles supérieures même.

« La Civilisation » Française

Pour répandre la lumière bienfaisante de la civilisation supérieure dans les pays soumis à sa maternelle protection, la France a donné à 40.000.000 de « Français d'outre-mer » 8.007 écoles. Le n'exagère pas. Voici des statistiques officielles :

Colonies	Population	Ecoles	Elèves
Afrique occ. franç.	12.000.000	290	12.000
Afrique équat. fr.	5.000.000	100	4.000
Indochine	19.000.000	2.903	148.000
Madagascar	3.000.000	789	78.000
Soumaïli	64.000	2	250
Ile de Réunion	172.000	124	17.000
Inde française	270.000	52	9.000
Antilles	500.000	104	18.500
Guyane	144.000	23	2.000
Nouvelle Calédonie	47.000	18	800

Dans la Guadeloupe, 10.000 enfants sont sans écoles. En Algérie « française », depuis 94 ans, 35.000 enfants sur une population de 5.000.000 d'habitants ne peuvent recevoir une instruction au compte-gouttes pendant que 635.000 petits indigènes sont condamnés à l'ignorance. Au Cambodge : 60 écoles pour 2.000.000 d'habitants ! En Cochinchine (française depuis plus d'un demi-siècle) : 51.000 élèves sur une population de 3.500.000 âmes !

Heureusement, si nous manquons d'écoles, la France nous prodigue des maisons de débauche, des funérailles d'opium et des débits d'alcool.

NGUYEN AI QUAC.

Au Soudan

« L'Angleterre a des responsabilités envers les populations du Soudan », a déclaré Mac Donald à la Chambre des communes le 10 juillet dernier.

Mais c'est devant la Haute finance de Londres que le président de la II^e Internationale a des responsabilités et non devant les malheureux Soudanais.

En effet, au Soudan, le coton est particulièrement apprécié par la haute industrie britannique, parce qu'il constitue la matière première pour la fabrication de la soie artificielle, dont la consommation mondiale grandit de jour en jour.

De plus, le Soudan possède de grands barrages construits par des capitaux anglais, il est possible d'irriguer ces régions et d'y cultiver sur une grande étendue le blé et le coton.

Mais qui donc profitera de toutes ces richesses ? Et qui donc exploitera les Egyptiens et les Soudanais dans leurs propres pays ?

C'est la Kassale Cotton Company. Elle contrôle une bonne partie des travaux d'irrigation, tout en possédant d'immenses exploitations ; elle contrôle également la Kassale Railway Company, dont les voies ferrées traversent les régions les plus riches du Soudan.

Enfin, elle est étroitement liée au Soudan Plantation Syndicate, qui possède également de très vastes exploitations agricoles.

Et derrière cette puissance économique, on découvre la banque « Lazard Brothers » de Londres, qui est sous le contrôle des Rothschild, dont la puissance s'étend à la finance et au pétrole dans trois capitales : Paris, Londres et Vienne.

Devant une puissance pareille, on comprend que Mac Donald exerce une répression féroce contre les Soudanais pour faire respecter ses maîtres les Lazard et les Rothschild.

Malgré la loi martiale, les arrestations en masses et les fusillades, les Soudanais redoublent d'efforts pour briser leurs chaînes et saper le banditisme colonial.

L'assassinat des peuples coloniaux par les gens de la II^e Internationale édifie tous ceux qui ont encore des illusions sur la démocratie.

BOURALHA.

PERMANENCES

« Union Intercoloniale », chaque dimanche matin, de 10 heures à midi, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches.

« Le Paria », chaque dimanche matin, au siège, 3, rue du Marché-des-Patriarches (5°).

DE FALLIÈRES A DOUMERGUE

S'il est un vieux principe républicain, c'est bien celui qui condamne la peine de mort. De Lamartine à Victor Hugo, tous les héros de la bourgeoisie républicaine ont dénié à la société le droit de tuer au nom de la loi ; et la suppression de la guillotine fut la plate-forme politique commune aux républicains de toutes tendances, quand les républicains n'en étaient encore qu'à combattre pour la République.

Vu maintenant que non seulement la République existe depuis plus d'un demi-siècle, mais que ce sont ceux qui se prétendent les seuls vrais et authentiques républicains qui sont au pouvoir, la peine de mort subsiste toujours en droit et en fait. L'un des premiers actes de M. Doumergue, républicain radical, président du Comité Exécutif du parti radical et radical-socialiste, après son élection à la présidence de la République, a été de permettre l'exécution de Kémihi, condamné à mort pour crime passionnel.

Rien ne montre mieux la rapidité avec laquelle la bourgeoisie française glisse sur la pente de la déchéance. Il n'y a même pas vingt ans qu'un républicain, qui ne portait pas une étiquette aussi avancée que M. Doumergue, mais qui était un républicain de vieille souche, porté à l'Élysée par les Herriot de l'époque, considéra comme son devoir d'appliquer dans les faits de l'ancienne doctrine républicaine sur la peine de mort. Le président Fallières grâcia d'aujourd'hui systématiquement tous les condamnés à mort, jusque et y compris Solcillard. Le radical d'aujourd'hui Doumergue, lui, tout comme son prédécesseur le bonapartiste Millerand, se fait le pourvoyeur empressé de la guillotine. Mais ce qui donne tout son relief à ce geste féroce, c'est que s'il y a un cas où, plus que dans tout autre, la grâce s'imposait, c'est dans celui de Kémihi. Kémihi a, en effet, été condamné pour une nature de crime pour laquelle toujours... quand il s'agit d'un Français, le coupable est acquitté. Kémihi avait tué la femme qu'il aimait. Chaque année, les coupables comparaissent devant les Assises et... régulièrement, ils y sont acquittés. Mais ce qui est permis à un Français, ne saurait l'être à un indigène.

Non seulement on ne l'excuse pas d'avoir tué par amour, mais son amour même lui est imputé de crime. Au meurtre passionnel, on répond par un crime de race.

Et c'est ce verdict, dont il est impossible de dire qu'il fut inspiré par la haine de race, que le « républicain » Doumergue a entériné. Par là il a montré qu'il ne se souciait pas plus de principe « républicain » de l'égalité et de la fraternité des races, qu'il ne se souciait de celui de la peine de mort.

La haine de race est désormais devenue, par la grâce du Bloc des Gauches, une institution officielle de la République.

R. LOUZON.

En Tunisie

LES INDIGÈNES S'ORGANISENT ET METTENT EN PRATIQUE LA LUTTE DE CLASSES

Les dockers de Tunis

Voici trois semaines bientôt que les dockers de Tunis sont en grève pour une augmentation de salaires.

Ils ont fait hier une grande manifestation. Plus de deux mille personnes ont parcouru les artères principales de la ville avec une dignité et un calme parfaits.

La police et l'armée mobilisées pour la circonstance n'ont pas eu à intervenir.

La population européenne, à qui les journaux réactionnaires présentent les travailleurs indigènes comme de véritables sauvages a été complètement éditée et tout à l'avantage des grévistes.

Nul doute qu'après quelques manifestations comme celle d'hier, le gouvernement finisse par comprendre que nos camarades grévistes ne sont pas seulement sympathiques à la population indigène, mais aussi à toute la population européenne.

La grève se poursuit toujours avec le même enthousiasme et les dockers sont bien résolus de lutter jusqu'à complète satisfaction.

CONFLIT DE MENZEL-DJEMIL ARRÊTATIONS ARBITRAIRES

Nos camarades de Bizerte nous apprennent que cinq grévistes de l'huile de Menzel-Djemil ont été arrêtés par ordre du Khelifat.

Ces arrestations arbitraires, sous prétexte d'entraves à la liberté du travail, ont été opérées sur les simples accusations d'un retard venu du patron.

Une preuve que ces accusations ne reposent sur aucun fait précis, c'est que le Khelifat est décidé à libérer les emprisonnés s'ils s'engagent avec leurs camarades à reprendre le travail.

Ni les prisonniers, ni les grévistes ne marchent dans cette combinaison : ils repoussent unanimement ce chantage qui ne peut que profiter au patron.

Nous rappelons que dans cette huile de la grève fut déclarée par solidarité à la suite du renvoi de sept ouvriers indigènes qui avaient protesté contre la violation d'un contrat de travail.

Contrairement à une opinion courante qui tend à faire croire que les indigènes sont dénués de tous sentiments de solidarité et de révolte, nous sommes heureux de donner une preuve nouvelle du contraire.

La grève des dockers de Tunis, la manifestation de Menzel-Djemil, la manifestation calme et digne des ouvriers en lutte, autant de preuves que nos camarades indigènes comprennent de plus en plus leur devoir de classe.

Partout ils rejoignent les organisations syndicales et notre Parti Communiste.

Qu'ils continuent dans cette voie et leur émancipation totale est proche.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : Léopold MESNARD.

Imprimerie Française (Maison J. Dangon)
123, rue Montmartre, Paris (2e)
Georges DANGON, Imprimeur.

Le groupe Communiste dénonce l'Impérialisme Français

M. Herriot lit la convention concernant le Liban.
« Y laissera-t-on les soldats ? » demande Cachin.
— Tout de même ! précise Berthoin. Soit.



Marcel CACHIN, député de Paris

disant, la Syrie c'est un peuple auquel vous donnez la liberté et c'est vous qui prétendez la lui enlever.

— Si nous parlons, les Syriens seront opprimés par les gens de la Transjordanie, réplique M. Franklin-Bouillon.

— Voyons ! Vous croyez à la Société des Nations, reprend Berthoin. Eh bien ! la gendarmerie internationale... que vous allez créer, pourrait suppléer les troupes françaises ? Et d'ailleurs, si vous affirmez que les Syriens peuvent se gouverner eux-mêmes.

Mais Cachin se lève de son banc et ob-

serve : « J'enregistre que nous ne sommes en Syrie depuis quatre ans, que nous n'avons dépensé des milliards que pour déjouer les Syriens contre des Bédouins.

— Mais non ! nous faisons de l'organisation, reprend M. Franklin-Bouillon.

— Non ! répond Cachin, nous sommes allés en Syrie pour nous y installer, pour y faire du coton, pour nous emparer d'Alexandrette. M. Millerand a avoué que notre but est de faire de la Syrie une autre Tunisie. Votre optimisme officiel ne correspond pas à la réalité. Il n'y a pas en Syrie même une minorité d'habitants qui soient partisans du mandat.

Nous avons élevé le peuple syrien à la conception de la vie moderne » (!!) répond M. Franklin-Bouillon.

M. Herriot intervient pour affirmer : « Nous maintenons intégralement le mandat en Syrie. C'est la politique du parti radical QUAND IL EST AU POUVOIR (sic). » Puis le bonimenteur lyonnais raconte une banale histoire d'une petite sœur supérieure qu'il a fait décorer de la Légion d'honneur pour la remercier de s'être prêtée à la transfusion du sang... La Chambre applaudit !

— Vous dépensez des milliards en Syrie et le peuple ouvrier de France est dans la misère, conclut Desobry.

Berthoin remarque alors qu'on ne peut en ratifiant le traité de Lausanne éviter de tenir compte de l'existence de l'Arménie. Notre camarade rappelle la propagande faite autrefois en faveur de l'Arménie. Et il conclut : « Or en 1924, vous avez refusé d'entendre le cri du peuple qui souffre. C'est le gouvernement de M. Herriot qui va jeter la pierre du tombeau sur le peuple arménien.

— Il y a deux pierres sur le tombeau, réplique M. Herriot.

— Vous voulez parler de la partie de l'Arménie qui est agrégée à la R. S. F. S. Sachez qu'elle est entrée librement dans cette République, répond Berthoin.

El notre ami conclut : « Votre traité est contraire au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est pourquoi nous voterons contre. Ainsi nous servirons les intérêts du prolétariat et de la paix. »

En Chine

IMPERIALISME INTERNATIONAL ET TERREUR BLANCHE

Depuis l'invasion de la « civilisation » capitaliste, la Chine est à demi-colonisée par l'impérialisme international et le prolétariat chinois, bien entendu, subit les conséquences de cette situation.

Avant la guerre, ce prolétariat gémissait, mais ne faisait rien ; après la guerre, il se redresse et, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il essaie sa révolution. Lénine, dans son « L'impérialisme, dernière étape du capitalisme », disait bien : « L'Orient est appelé à devenir le centre du mouvement révolutionnaire par suite de cette grande guerre et a été entraîné dans le tourbillon du mouvement révolutionnaire mondial. »

Devant le soulèvement du prolétariat chinois, l'impérialisme étranger s'empare du gouvernement de Pékin comme d'un instrument contre-révolutionnaire. Cet impérialisme, en effet, détestait en Chine beaucoup plus de pouvoir que le Président de la République et les ministres ; de plus, il fournit des armes et de l'argent au gouvernement de Pékin qui ne pourrait se maintenir sans cela. Le gouvernement de Pékin n'existe donc qu'à la condition de sauvegarder les intérêts de l'impérialisme étranger : de là vient que la répression contre les révolutionnaires est exercée par le gouvernement de Pékin sur l'ordre des ambassadeurs des Etats capitalistes.

Aucune organisation révolutionnaire et aucun journal révolutionnaire, sauf à Canton, dans le district de Suen-y-Sen, n'ont pu subsister en Chine, légalement. Dans ces deux dernières années, il y a eu près de 300 de nos camarades, soit des mines, soit des chemins de fer, qui, en pleine lutte pour la création des syndicats en Chine, pour l'augmentation des salaires ou pour la réduction de la journée de travail, ont été sommairement exécutés. Tout récemment, nos cinq camarades de Han-Kou ont été accusés d'avoir participé à un complot qui aurait abouti à l'attentat contre le ministre des Affaires étrangères, Wellington Koo ; ils ont été fusillés sans procès. Notre camarade Tchang-Kou-TO, se trouvant à Pékin, fut accusé du même complot et faillit être fusillé de même ; on l'avait arrêté comme suspect aux yeux des Chrétiens et des professeurs de quelques universités de Pékin ; il a été condamné à 12 ans de prison.

Victor SHIONG.

A Madagascar

LES « DOUGES PRATIQUES » COLONIALISTES

Bien sûr, le lieutenant-colonel Francis Mury, délégué des Comores-Madagascar, et son acolyte Outrey, député de Cochinchine, bavardent sur les indigènes qui se révoltent contre un régime de terreur et de meurtre.

Les moyens arbitraires que ces MM. emploient sont dignes du capitalisme dont ils sont des larbins. Ce passage d'une lettre qu'un Malgache adresse à un correspondant français sera édifiant sur les douceurs de la colonisation française :

« Je suis heureux de constater que vous êtes un de ces blancs, vazaha, comme nous les appelons ici, qui ne voient pas les noirs et tous les hommes de couleur comme des êtres un peu plus grands que les bêtes. On parle maintenant beaucoup de l'émancipation des indigènes et je sais que de nombreuses personnalités parlementaires ou autres s'occupent hardiment de cette question. Parmi eux, les premiers à citer sont les communistes. Certes, ils ont fait déjà bien des choses, mais ce qui reste encore à faire est, hélas, très nombreux. »

« A Madagascar, on ne laisse guère les indigènes lire quand il s'agit de journaux qui traitent ces questions. Et, si on sait qu'il y a tel ou tel journal traitant telle ou telle question, on le confisque. »

« Ceci pour vous dire combien nous sommes heureux de lire ces journaux communistes ou autres qui traitent une question pour nous vitale. On se soustrait à cette suite en employant mille ruses pour nous faire envoyer les journaux qu'on nous empêche de lire. »

Oui, MM. Mury et Outrey, l'idée est en marche et vous avez beau hurler votre indignation, c'est avec vos douces pratiques colonialistes que vous contribuez au triomphe du communisme.

Amnistie pour les Coloniaux

Réponse à M. Outrey

M. le Député,

Vous avez écrit, dans le *Midi Colonial* du 7 août, qu'il est absolument regrettable d'avoir étendu l'application de la loi d'amnistie aux colonies ; car, selon vous, cette loi ne peut être comprise par l'âme indigène que comme une valeur véritable et, ainsi, elle encourage la propagande communiste en Indochine.

Vous me surprenez, Monsieur le Député, avec votre psychologie de l'indigène que vous avez pris soin d'encadrer dans je ne sais quelle conception de « l'évolution de races » !

En l'an 1042, à l'occasion du 12^e anniversaire de son règne, un de nos rois, Ly-tha-Tong, amnistia tous les condamnés. Qu'en pensez-vous, Monsieur Outrey ? Il me semble que le peuple annamite connaît le usage des amnisties et qu'il soit en mesure d'apprécier la valeur véritable de celle que lui accorde, presque neuf cents ans après l'un de ses rois, la 3^e République française.

Aussi, il ne prendra pas, rassurez-vous pour « un acte de faiblesse » ce qui ne peut être qu'une tentative habile destinée à réparer tant bien que mal les déficits à la justice que vos commissions criminelles improvisent en huis-clos.

C'est avec un sentiment de profonde tristesse et de véritable anxiété que j'apprends que, malgré les promesses faites à la tribune du Parlement, des malheureux souffrent au bagne de Poulo-Condore pour des crimes qu'ils n'ont pas commis. Je ne puis croire qu'une mesure disciplinaire tarde à intervenir en leur faveur. Ces hommes sont l'élite de la race annamite. Leur condamnation constitue un défi à la justice.

Voilà en quels termes Francis de Pressensé, en 1912, appuyait une demande d'amnistie. Pensez-vous, Monsieur Outrey, que l'âme indigène ne comprend pas, ne sent pas les « déficits à la justice » ? Un effet de contraste, un besoin, les aiderait à comprendre cela. Ainsi, vous avez déporté des manifestants de 1908 à Poulo-Condore et des affiliés au Dong-Kinh-Nghia-Thuc, à la Nouvelle Calédonie et à la Guyane, mais vous n'avez pas coupé la tête à ce résident supérieur qui fouilla le tombeau de Tu Duc pour y chercher de l'or. Vous avez condamné à mort, par contumace, Cuong De et Ph-boi-Chau, vous avez exilé Duy Tan à la Réunion, mais vous n'avez pas fusillé Darles, Boudineau, Beaudouin, Cognacq. Vous avez infligé, à des milliers d'étudiants, dont le seul crime fut d'aller s'instruire au Japon, des bannissements et des interdictions de séjour, mais vous avez oublié de pendre Sarraut.

Dans ces conditions, l'amnistie ne peut être ni paraître un acte de faiblesse : c'est un rachat et les indigènes le savent. Mais s'ils se jettent dans le bolchevisme avec cette frénésie qui vous étonne et vous effraie, n'est-ce pas à cause de vos iniquités mêmes qui les exaspèrent et que, pour le comble de la bêtise, vous voudriez maintenir en refusant l'amnistie ?

Le communisme dans les colonies est l'aboutissement logique de toutes les iniquités coloniales. Vouloir le supprimer tout en conservant les causes qui le provoquent, c'est une prétention absurde et ridicule, voire dangereuse.

En volant contre l'amnistie aux colonies, alors que les Berthoin et les Marty volaient pour, vous avez commis une injustice, Monsieur Outrey, et ce qui est pire, une faute ! C'est « absolument regrettable » pour vous.

Ng. the TRUYEN.

COLONIAUX !
« LE PARIA » EST VOTRE JOURNAL.
LISEZ-LE ET FAITES-LE LIRE.

L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS AU NIGER

Dans un ouvrage sur le Niger, un vieux

traîneur de sabre, le colonel Bernard, écrit : « Les administrateurs des colonies signalent que depuis quelques années les indigènes de nos colonies d'Afrique passent la frontière, vont s'établir à Sierra-Léone, à la Gold-Coast, à Nigéria, pour se dérober à des impôts qu'ils jugent excessifs et à la lourde charge du service militaire. Dans certaines régions, l'état sanitaire est déplorable. M. Béline signale dans la vallée du Niger que la population n'augmente pas, que la sous-alimentation est la règle. En 1919-1920, lors des opérations de recrutement, la proportion des inaptes a été de 72 % ».

Voilà une constatation de ce fait que les indigènes préfèrent le choléra à l'impérialisme français et à tous ses fonctionnaires choisis parmi la grande fripouillerie du monde.

Une étude sur la production du coton au Niger va nous fournir une explication de ce fait.

Avec les autres colonies, la France produit seulement 2.000 tonnes par an, alors qu'elle possède 9 millions de bobines, occupe dans ses industries textiles 200.000 ouvriers et consomme 300.000 tonnes. Elle se tourne donc vers la vallée du Niger.

Un programme, en exécution déjà, envisage la culture du coton, d'abord sur 700.000, puis 2 millions d'hectares. Or ce programme est miné par la pénurie de main-d'œuvre, les indigènes ayant été exterminés ou s'étant enfuis dans les colonies anglaises.

C'est alors que les colonisateurs ont voulu provoquer des immigrations, ou plutôt, ils importent par la force des populations des régions avoisinantes et rétablissent ainsi l'esclavage. Hommes, femmes, enfants travailleront sous la garde du « plus détestable des militarismes », le militarisme colonial français.

Nous en savons long sur l'activité de ces requins qui s'appellent Loucheur, Béline et Angoulvant, basse fripouille qui prétend pacifier la Côte d'Ivoire.

Leur sale programme de travail forcé et de trust capitaliste aura sa répercussion sur le prolétariat du textile français. Déjà, ils ont calculé le maximum de dépenses qu'entraînerait l'alimentation des indigènes !

Les chambres de commerce de Bamako et de Cayes ont établi, de concert avec le gouverneur général Merlin et son ministre des colonies d'alors, un système de réquisition et de réglementation de la main-d'œuvre. Sarraut, le gripe-sou, a refusé de le révéler à notre camarade Vaillant-Couturier qui avait réclamé deux fois la communication du dossier.

Mais les choses n'en resteront pas là.

Nous allons mettre le Bloc des gauches au pied du mur. M. Diagne, président de la commission des colonies, aura l'occasion de défendre les siens, lui qui n'aime rien de fameux assurément.

Et vous, Messieurs de la Banque de Paris et des Pays-Bas, en garde !

SAMADIOU.

EN TRANSJORDANIE

MAC DONALD CONTRE LES WAHABITES

Il y a quelques jours, les journaux anglais, et plus particulièrement les organes du Cabinet travailliste, publiaient sur la façon dont fut réprimé le dernier mouvement de révolte des Wahabites les détails suivants :

« Trois aéroplanes d'Annam, avec des bombes et des mitrailleuses, furent envoyés contre les Wahabites qui firent face à la bataille en retraite. De 9 h. 30 à 11 h. 25, trois avions poursuivirent les Wahabites dans la direction de l'Est, jusqu'à épuisement de leurs munitions. Plus tard, un deuxième raid aérien fut effectué par un aéroplane contre les Wahabites à l'Est de Mushella, pendant qu'un troisième groupe d'aviateurs quittait Amman à 14 h. 30 et attaquait les Wahabites qui battaient en retraite à 40 milles d'Amman, etc... »

Pour ceux qui ont encore des illusions sur le gouvernement « socialiste » anglais, ces informations démontrent la vraie mentalité de ces « socialistes » vis-à-vis des esclaves coloniaux.

Mais, malgré les mitrailleuses et les aéroplanes de Mac Donald, les esclaves d'Egypte, de Transjordanie et du Soudan continueront la lutte pour leur libération totale.

Pour que « LE PARIA » vive

Nous avons fait des appels pour les « 2.000 abonnés », mais notre vœu est encore loin d'être réalisé. Nous demandons à tous nos frères coloniaux qui nous marquent tant de sympathie verbale, de joindre le geste à la parole. La lutte ne peut être menée uniquement par les compliments qu'on nous adresse. Le Paria ne vit que par l'effort de ses collaborateurs. A nos lecteurs de nous offrir de nouveaux abonnés et souscripteurs ; nous aurons alors des munitions plus abondantes ; nous pourrions combattre nos exploitateurs.

Des Munitions pour « le Paria »

Total des listes précédentes.	Fr. 3.965 »
Des jeunes Khalédistes de Tlemcen	50 »
Un Chinois bolchevik	20 »
J. Héloé	7 »
Pour la disparition de l'indigénat	25 »
Sié Tchang Chang	2 »
Vive la Révolution russe	15 »
Un groupe d'amis du Paria	70 25
Lagrange	1 50
Emir Khaled	10 »
Lé-Van-Tien	7 »
Pour le retour de Khaled en Algérie	20 »
Un groupe d'Annamites	52 »
Plancoste	2 »
Vive le Parti Communiste	10 »
Williams	10 »
Alcindor	5 »
Un Arabe rouge	15 »
Un Sénégalais	7 »
Un groupe d'ouvriers algériens	5 »
Pour la libération des coloniaux	12 50
Un groupe d'ouvriers algériens	4 »
Vive le Paria ! Quelques amis	20 90
A bas les bagnes africains	8 »
Tran Xuan Ho	5 »
Association des travailleurs annamites du Havre	40 »
Total	Fr. 4.892 15